



Capital Desjardins inc.

Nous avons le plaisir de vous livrer le rapport financier de l'exercice terminé le 31 décembre 2002.

Capital Desjardins inc., filiale à part entière de la Fédération des caisses Desjardins du Québec, a le mandat d'émettre des titres sur les marchés financiers puis d'investir le produit de ces émissions dans des billets subordonnés émis par les caisses membres de la Fédération.

Les états financiers compris dans ce rapport ont été préparés suivant les principes comptables généralement reconnus du Canada et tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.

Bilan (en milliers de dollars)

Au 31 décembre 2002, l'actif total de Capital Desjardins inc. s'élevait à 1 136 937 \$, une augmentation de 806 475 \$ comparativement à celui au 31 décembre 2001.

Les actifs de la société sont composés principalement de billets subordonnés émis par les caisses dont le solde atteignaient 1 115 920 \$ comparativement à 318 520 \$ l'an passé, une croissance de 797 400 \$. Cette hausse des billets subordonnés résulte du premier appel public à l'épargne sur les marchés canadiens, que la société a réalisé le 9 mai 2002. Dans le cadre de ce placement, la société a émis des obligations de premier rang, séries B et C totalisant 800 000 \$ dont le produit a été utilisé pour souscrire à des billets subordonnés de séries B et C auprès des caisses Desjardins du Québec.

Au 31 décembre 2002, les billets subordonnés des caisses en vigueur se détaillaient comme suit:

- Des billets subordonnés, série A émis par les caisses au montant de 315 920 \$ (200 000 \$US) portant intérêt au taux annuel de 7,64 % payables semestriellement jusqu'à leur échéance, le 8 août 2005. Les intérêts courus à cette date sont de 9 742 \$.
- Des billets subordonnés, série B émis par les caisses au montant de 500 000 \$, échéant le 1^{er} juin 2012, portant intérêt au

taux annuel de 5,792 % payables par versements semestriels égaux pour les cinq premières années et à un taux annuel égal au taux des acceptations bancaires de 90 jours, plus 1,05 % payables trimestriellement pour les cinq années suivantes. Les intérêts courus à cette date sont de 2 413 \$.

- Des billets subordonnés, série C émis par les caisses au montant de 300 000 \$, échéant le 1^{er} juin 2017, portant intérêt au taux annuel de 6,502 % payables par versements semestriels égaux pour les dix premières années et à un taux annuel égal au taux des acceptations bancaires de 90 jours, plus 1,05 % payables trimestriellement pour les cinq années suivantes. Les intérêts courus à cette date sont de 1 626 \$.

À l'égard des passifs de la société, ils sont composés essentiellement d'obligations de premier rang pour un montant totalisant 1 115 920 \$ au 31 décembre 2002, en hausse de 797 400 \$ par rapport au solde du 31 décembre 2001 et résulte, tel que mentionné précédemment, du premier appel public à l'épargne sur les marchés canadiens réalisé par la société au cours du deuxième trimestre de 2002.

Au 31 décembre 2002, les obligations de la société se détaillaient comme suit:

- Les obligations de premier rang, série A totalisant 315 920 \$ (200 000 \$US), portant intérêt au taux annuel de 7,37 % et venant à échéance en 2005. Les intérêts courus à l'égard de celles-ci étaient de 9 443 \$ au 31 décembre 2002.
- Les obligations de premier rang, série B totalisant 500 000 \$, portant intérêt au taux annuel de 5,552 % payable par versements semestriels égaux pour les cinq premières années et à un taux annuel égal au taux des acceptations bancaires de 90 jours, plus 1 % payable trimestriellement pour les cinq années suivantes et venant à échéance en 2012. Les intérêts courus à l'égard de celles-ci étaient de 2 313 \$ au 31 décembre 2002.

- Les obligations de premier rang, série C totalisant 300 000 \$, portant intérêt au taux annuel de 6,322 % payable par versements semestriels égaux pour les dix premières années et à un taux annuel égal au taux des acceptations bancaires de 90 jours, plus 1 % payable trimestriellement pour les cinq années suivantes et venant à échéance en 2017. Les intérêts courus à l'égard de celles-ci étaient de 1 581 \$ au 31 décembre 2002.

Afin de financer les frais reportés associés à l'obligation de série A, Capital Desjardins inc. a émis du capital-actions de 1 010 \$ et a obtenu un prêt à terme subordonné de 2 300 \$, ainsi qu'une facilité de prêt à demande renouvelable de 500 \$. Afin de financer les frais reportés associés aux obligations de séries B et C, Capital Desjardins inc. a obtenu un prêt à terme subordonné de 5 375 \$. Le paiement de l'intérêt et de capital en vertu de ces ententes de crédit est subordonné au paiement de tout intérêt ou de capital dû sur les obligations de premier rang, séries A, B et C.

État des résultats (en milliers de dollars)

Le bénéfice net totalisait 164 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002; soit un niveau considérablement supérieur à celui constaté l'an passé s'expliquant par l'émission des nouveaux billets subordonnés en mai 2002.

Ce bénéfice résulte de l'écart entre le taux d'intérêt établi pour les billets subordonnés et celui associé aux obligations de premier rang afin de dégager une marge nécessaire pour financer les coûts d'exploitation de la société.

Les frais juridiques et les autres dépenses associées à l'émission des obligations de premier rang figurent sous la rubrique « frais reportés » au bilan et ceux-ci sont amortis suivant la méthode linéaire sur la durée de l'émission pour la série A et sur la durée non rachetable de l'émission pour les séries B et C.

Cote de crédit

| AGENCE DE NOTATION | COTE |
|------------------------------|-----------|
| Standard & Poor's | A+ |
| Moody's | A1 |

Le 26 février 2003



Alban D'Amours
Président du conseil
et Chef de la direction



Jean-Guy Langelier
Directeur général et
Directeur des finances

À l'actionnaire de Capital Desjardins inc.

Nous avons vérifié le bilan de Capital Desjardins inc. au 31 décembre 2002 et les états des résultats, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la société au 31 décembre 2002 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Les états financiers de l'exercice précédent ont été vérifiés par Raymond Chabot Grant Thornton, société en nom collectif, qui ont exprimé une opinion sans restriction sur ces états financiers dans leur rapport daté du 24 janvier 2002.

PricewaterhouseCoopers s.r.l.
Comptables agréés

Québec, Québec
Le 24 janvier 2003

BILAN

Au 31 décembre 2002

2002

2001

ACTIF

| | | | |
|---|----------------------|-----------|----------------|
| Encaisse | — | \$ | 805 770 \$ |
| Billets subordonnés des caisses, au coût (notes 3 et 5) | | | |
| Série A | 315 920 000 | | 318 520 000 |
| Série B | 500 000 000 | | — |
| Série C | 300 000 000 | | — |
| Frais reportés, au coût non amorti | 7 176 033 | | 1 283 102 |
| Intérêts courus et autres créances | 13 840 897 | | 9 853 225 |
| | 1 136 936 930 | \$ | 330 462 097 \$ |

PASSIF

| | | | |
|--------------------------------------|----------------------|-----------|-------------|
| Emprunt bancaire (note 4) | 212 730 | \$ | — \$ |
| Obligations de premier rang (note 5) | | | |
| Série A | 315 920 000 | | 318 520 000 |
| Série B | 500 000 000 | | — |
| Série C | 300 000 000 | | — |
| Emprunts (note 6) | 5 702 597 | | 920 000 |
| Intérêts et autres frais courus | 13 826 373 | | 9 870 682 |
| | 1 135 661 700 | | 329 310 682 |

AVOIR DE L'ACTIONNAIRE

| | | | |
|--------------------------|----------------------|-----------|----------------|
| Capital-actions (note 7) | 1 010 000 | | 1 010 000 |
| Bénéfices non répartis | 265 230 | | 141 415 |
| | 1 275 230 | | 1 151 415 |
| | 1 136 936 930 | \$ | 330 462 097 \$ |

Au nom du conseil d'administration de Capital Desjardins inc.



Alban D'Amours
Président du conseil



Madeleine Lapierre
Vice-présidente du conseil

ÉTAT DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002

| | 2002 | 2001 |
|------------------------------|-------------------|------------|
| Solde au début de l'exercice | 141 415 \$ | 104 048 \$ |
| Bénéfice net pour l'exercice | 164 215 | 77 767 |
| | 305 630 | 181 815 |
| Dividendes | 40 400 | 40 400 |
| Solde à la fin de l'exercice | 265 230 \$ | 141 415 \$ |

ÉTAT DES RÉSULTATS

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002

| | 2002 | 2001 |
|--|----------------------|---------------|
| Produits | | |
| Intérêts sur billets subordonnés des caisses | | |
| Série A | 24 088 763 \$ | 23 722 912 \$ |
| Série B | 18 718 210 | — |
| Série C | 12 607 645 | — |
| Autres | 6 012 | 31 470 |
| | 55 420 630 | 23 754 382 |
| Charges | | |
| Intérêts sur obligations de premier rang | | |
| Série A | 23 350 043 | 22 994 596 |
| Série B | 17 942 595 | — |
| Série C | 12 258 618 | — |
| Honoraires professionnels | 137 261 | 93 443 |
| Assurances | 32 084 | 22 242 |
| Taxes sur le capital | 87 386 | 71 651 |
| Amortissement des frais reportés | 1 072 038 | 348 880 |
| Frais financiers et autres | 287 967 | 82 176 |
| | 55 167 992 | 23 612 988 |
| Bénéfice avant impôts sur les bénéfices | 252 638 | 141 394 |
| Impôts sur les bénéfices | 88 423 | 63 627 |
| Bénéfice net pour l'exercice | 164 215 \$ | 77 767 \$ |

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002

| | 2002 | 2001 |
|---|----------------------|---------------|
| Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation | | |
| Bénéfice net pour l'exercice | 164 215 \$ | 77 767 \$ |
| Ajustements pour : | | |
| Amortissement des frais reportés | 1 070 000 | 348 880 |
| Variation nette des intérêts courus et autres | (31 981) | 26 978 |
| | 1 202 234 | 453 625 |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement | | |
| Variation nette des obligations de premier rang, série A | (2 600 000) | 18 480 000 |
| Émission d'obligations de premier rang, série B | 500 000 000 | — |
| Émission d'obligations de premier rang, série C | 300 000 000 | — |
| Emprunts contractés | 5 375 000 | — |
| Remboursements d'emprunts | (592 403) | (230 000) |
| Variation nette de l'emprunt bancaire | 212 730 | — |
| Dividendes | (40 400) | (40 400) |
| | 802 354 927 | 18 209 600 |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement | | |
| Variation nette des billets subordonnés, série A des caisses | 2 600 000 | (18 480 000) |
| Émission de billets subordonnés, série B des caisses | (500 000 000) | — |
| Émission de billets subordonnés, série C des caisses | (300 000 000) | — |
| Variation nette des frais reportés | (6 962 931) | (32 953) |
| | (804 362 931) | (18 512 953) |
| Variation nette de l'encaisse | (805 770) | 150 272 |
| Encaisse au début de l'exercice | 805 770 | 655 498 |
| Encaisse à la fin de l'exercice | — \$ | 805 770 \$ |
| Renseignements supplémentaires | | |
| Intérêts payés | 50 005 853 \$ | 22 364 712 \$ |
| Impôt sur les bénéfices payés | 4 668 | 5 100 |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Au 31 décembre 2002

1. STATUTS ET NATURE DES ACTIVITÉS

La société, constituée selon la Partie 1A de la Loi sur les compagnies du Québec, a pour objet d'émettre ses propres titres d'obligations sur les marchés financiers puis d'investir le produit de ces émissions dans des billets subordonnés émis par les caisses. Ces dernières sont régies par la Loi sur les coopératives de services financiers et affiliées à la Fédération des caisses Desjardins du Québec, société mère de la société.

2. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction fasse des estimations ayant une incidence sur les montants d'actif et de passif portés aux états financiers. Ces mêmes estimations ont aussi une incidence sur la présentation des éventualités en date des états financiers, de même que sur les postes de produits et de charges de l'exercice. Il est donc possible que les résultats réels diffèrent de ces estimations.

Frais reportés

Les frais reportés sont composés de frais encourus relatifs aux émissions de titres sur les marchés financiers et à l'investissement du produit de ces émissions dans des billets subordonnés, séries A, B et C émis par les caisses. Ces frais sont amortis linéairement sur la durée de l'émission pour la série A et sur la durée non rachetable de l'émission pour les séries B et C, soit :

| | |
|------------------------------|------------|
| Billets subordonnés, série A | sur 10 ans |
| Billets subordonnés, série B | sur 5 ans |
| Billets subordonnés, série C | sur 10 ans |

Conversion de devises

Les opérations canadiennes conclues en devises sont converties selon la méthode temporelle. Ainsi, les éléments monétaires exprimés en devises sont convertis au cours en vigueur à la date du bilan. Les produits et les charges sont convertis au cours en vigueur à la date où ils sont constatés.

Contrat d'échange de devises

La société gère le risque de change lié à ses revenus nets en devises étrangères par l'utilisation de swaps de devises. Ces swaps sont compatibles selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les montants recouvrables ou payables en vertu de ces swaps sont inscrits à titre d'ajustement aux produits d'intérêts.

Impôts sur les bénéfices

La société comptabilise les impôts sur les bénéfices en utilisant la méthode du passif fiscal. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts futurs sont établis en tenant compte des écarts temporaires déductibles ou imposables entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs, en utilisant les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur qui s'appliquent au cours de l'année où les écarts sont censés se résorber.

3. BILLETS SUBORDONNÉS DES CAISSES

Billets subordonnés, série A

Le produit des obligations de premier rang, série A a été utilisé par la société pour acheter des billets subordonnés, série A des caisses, au prorata de l'actif moyen de chaque caisse, pour un montant total de 200 000 000 \$US. Ces billets portent intérêt à un taux de 7,64 % payables semestriellement jusqu'à échéance le 8 août 2005. La société peut, à son gré, exiger l'encaissement en tout ou en partie.

Billets subordonnés, série B

Le produit des obligations de premier rang, série B a été utilisé par la société pour acheter des billets subordonnés, série B des caisses, au prorata de l'actif moyen de chaque caisse, pour un montant total de 500 000 000 \$CAN échéant le 1^{er} juin 2012. Ces billets portent intérêt à un taux annuel de 5,792 % payables par versements semestriels égaux pour les cinq premières années et à un taux annuel égal au taux des acceptations bancaires de 90 jours, plus 1,05 % payables trimestriellement pour les cinq années suivantes.

La société peut, à son gré, exiger l'encaissement en tout ou en partie, mais dans le cas d'un remboursement avant le 1^{er} juin 2007, avec l'approbation préalable de l'Inspecteur

général des institutions financières, aux seules fins de permettre à la société d'acheter pour fins de remboursement par anticipation les obligations de premier rang, série B.

Billets subordonnés, série C

Le produit des obligations de premier rang, série C a été utilisé par la société pour acheter des billets subordonnés, série C des caisses, au prorata de l'actif moyen de chaque caisse, pour un montant total de 300 000 000 \$CAN échéant le 1^{er} juin 2017. Ces billets portent intérêt à un taux annuel de 6,502 % payables par versements semestriels égaux pour les dix premières années et à un taux annuel égal au taux des acceptations bancaires de 90 jours, plus 1,05 % payables trimestriellement pour les cinq années suivantes. La société, peut, à son gré, exiger l'encaissement en tout ou en partie, mais dans le cas d'un remboursement avant le 1^{er} juin 2007, avec l'approbation préalable de l'Inspecteur général des institutions financières, aux seules fins de permettre à la société d'acheter pour fins de remboursement par anticipation les obligations de premier rang, série C.

4. EMPRUNT BANCAIRE

La société dispose d'une marge de crédit autorisée de 2 000 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel de la Caisse centrale Desjardins et renouvelable annuellement. Le taux préférentiel était de 4,5 % au 31 décembre 2002.

5. OBLIGATIONS DE PREMIER RANG

Obligations de premier rang, série A

Aux termes d'une convention d'achat et revente intervenue le 1^{er} août 1995, la société a convenu d'émettre pour une contrepartie de 200 000 000 \$US, portant intérêt à un taux de 7,37 %, des obligations de premier rang, série A, échéant en 2005. La société peut, à son gré, les rembourser. Ces obligations sont garanties par une hypothèque prioritaire grevant les billets subordonnés, série A décrits à la note 3. Elle comporte également certaines sûretés négatives notamment des limites aux montants d'emprunts supplémentaires que la société peut contracter et l'interdiction de

donner des nouvelles sûretés grevant les biens donnés en garantie.

Obligations de premier rang, série B

Aux termes d'une convention d'achat et revente intervenue le 9 mai 2002, la société a convenu d'émettre pour une contrepartie de 500 000 000 \$CAN des obligations de premier rang, série B, échéant en juin 2012. Ces obligations portent intérêt à un taux annuel de 5,552 % pour les cinq premières années et à un taux annuel égal au taux des acceptations bancaires de 90 jours, plus 1 % pour les cinq années suivantes. La société peut, à son gré, les rembourser. Ces obligations sont garanties par une hypothèque prioritaire grevant les billets subordonnés, série B décrits à la note 3. Elle comporte également certaines sûretés négatives, notamment des limites aux montants d'emprunts supplémentaires que la société peut contracter et l'interdiction de donner des nouvelles sûretés grevant les biens donnés en garantie.

Obligations de premier rang, série C

Aux termes d'une convention d'achat et revente intervenue le 9 mai 2002, la société a convenu d'émettre pour une contrepartie de 300 000 000 \$CAN des obligations de premier rang, série C, échéant en juin 2017. Ces obligations portent intérêt à un taux annuel de 6,322 % pour les dix premières années et à un taux annuel égal au taux des acceptations bancaires de 90 jours, plus 1 % pour les cinq années suivantes. La société peut, à son gré, les rembourser. Ces obligations sont garanties par une hypothèque prioritaire grevant les billets subordonnés, série C décrits à la note 3. Elle comporte également certaines sûretés négatives, notamment des limites aux montants d'emprunts supplémentaires que la société peut contracter et l'interdiction de donner des nouvelles sûretés grevant les biens donnés en garantie.

6. EMPRUNTS

Emprunts à terme subordonnés auprès de la Caisse centrale Desjardins

8,20 %, remboursable semestriellement
par versements de 115 000 \$, échéant en août 2005

6,25 %, remboursable semestriellement par versements de 518 525 \$
jusqu'en juin 2007 et de 155 430 \$ jusqu'à l'échéance en juin 2012

| 2002 | 2001 |
|---------------------|------------|
| 690 000 \$ | 920 000 \$ |
| 5 012 597 | — |
| 5 702 597 \$ | 920 000 \$ |

Les paiements des intérêts ou du principal sur ces emprunts sont subordonnés au paiement de tout intérêt ou principal dû en vertu des obligations de premier rang, séries A,B et C émises par la société.

7. CAPITAL-ACTIONS

Autorisé

Nombre illimité d'actions, sans valeur nominale

- Ordinaires, votantes et participantes
- Privilégiées, catégorie A, non votantes et non participantes, n'ayant droit à aucun dividende, rachetables au montant du capital versé
- Privilégiées, catégorie B, non votantes et non participantes, n'ayant droit à aucun dividende, rachetables au montant du capital versé

Émis et payé comptant

- 10 000 actions ordinaires
- 1 000 000 d'actions privilégiées, catégorie A

| 2002 | 2001 |
|---------------------|--------------|
| 10 000 \$ | 10 000 \$ |
| 1 000 000 | 1 000 000 |
| 1 010 000 \$ | 1 010 000 \$ |

8. INSTRUMENTS FINANCIERS

En vertu d'un swap de devises contracté auprès de la Caisse centrale Desjardins, la société versera 270 000 \$US et recevra 369 360 \$CAN semestriellement jusqu'au 8 août 2005. Ce contrat est désigné à titre de couverture des intérêts nets gagnés sur les billets subordonnés des caisses, série A.

9. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

*Au 31 décembre 2002,
la juste valeur des instruments financiers se détaille comme suit:*

| | 2002 | | 2001 | |
|------------------------------------|-------------------------|-------------------------|----------------|------------------|
| | Juste valeur | Valeur comptable | Juste valeur | Valeur comptable |
| Billets subordonnés | 1 190 498 664 \$ | 1 115 920 000 \$ | 342 854 928 \$ | 318 520 000 \$ |
| Intérêts courus et autres créances | 13 840 897 | 13 840 897 | 9 853 225 | 9 853 225 |
| Obligations de premier rang | 1 190 673 888 | 1 115 920 000 | 342 982 336 | 318 520 000 |
| Emprunts | 6 132 865 | 5 702 597 | 978 037 | 920 000 |
| Intérêts et autres charges | 13 851 637 | 13 851 637 | 9 870 682 | 9 870 682 |

La juste valeur des intérêts courus, des autres créances et des autres charges est égale à la valeur comptable en raison de leur courte échéance.

La juste valeur des billets subordonnés, des obligations de premier rang et des autres emprunts est déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs à des taux d'actualisation représentant les taux dont la société pourrait se prévaloir actuellement pour des titres comportant des conditions et des échéances semblables.